Article 31 du Règlement

utilisent-ils deux poids, deux mesures? Au moins, le nouvel ordre mondial sera-t-il utilisé pour obliger la Chine à respecter les droits des Tibétains, c'est-à-dire leur langue, leur religion et leur culture?

Le dalaï lama et les Tibétains ont toujours utilisé des moyens non violents pour résoudre ce problème. En 1989, le dalaï lama a même gagné le prix Nobel de la paix pour cette raison. J'espère que le Canada, les Nations Unies et le monde ne laisseront pas tomber les Tibétains.

[Français]

12 mars 1991

## L'ENVIRONNEMENT

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement du Québec a finalement approuvé l'entente fédérale-provinciale sur la décontamination des sites pollués dits orphelins.

Je suis particulièrement heureux de la conclusion de cette entente qui permettra de débuter très bientôt les travaux de décontamination sur le site de BPC de Mascouche, dans ma circonscription, soit sur les anciens terrains utilisés par la compagnie Le Vidangeur de Montréal.

Cinquante et un millions de dollars seront dépensés pour la décontamination de terrains au Québec, et déjà 400 000 \$ ont été investis à la réalisaiton des études de caractérisation du site de Mascouche.

Je remercie donc notre ministre de l'Environnement du Canada, M. de Cotret, pour son appui dans ce dossier. Je suis persuadé que tous les gens de ma circonscription sont très heureux de cette nouvelle, et je les remercie tous de m'avoir fait confiance et de m'avoir appuyé dans le règlement de ce dossier.

Des voix: Bravo!

[Traduction]

## LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, le service de police national du Canada et la sécurité des ruraux canadiens sont menacés par la folie économique du gouvernement.

À la fin de mars, les contrats de fourniture des services de police par la GRC expirent, et le gouvernement fédéral négocie pour en faire payer une plus grande partie du coût aux contribuables municipaux. Les petites localités sont particulièrement vulnérables aux augmentations de coûts parce que certaines d'entre elles dépensent déjà jusqu'à 75 p. 100 de leur budget seulement pour maintenir les contrats existants avec la GRC.

Les coupes pratiquées par le gouvernement fédéral dans le financement de la GRC ne sont rien d'autre qu'une autre taxe pour les ruraux canadiens. Il est injuste que le gouvernement refile encore plus la responsabilité de sa mauvaise gestion à ceux qui ont le moins les moyens de payer.

La GRC joue un rôle important en Saskatchewan ainsi que dans les autres provinces de l'Ouest et dans les Territoires. Si le gouvernement peut trouver des fonds pour financer des forces de sécurité internationale, il devrait pouvoir en trouver aussi pour maintenir nos forces de sécurité interne.

Mes collègues du NPD et moi, nous continuerons à travailler pour que les ruraux canadiens soient traités justement, et cela signifie que nous appuierons le maintien par le gouvernement fédéral du financement de la GRC.

[Français]

## LES AUTOCHTONES

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, dans le cadre du Programme pour les autochtones annoncé par le premier ministre, Brian Mulroney, en septembre 1990, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien fournira 250 millions de dollars dans le cadre du Plan vert fédéral pour accélérer l'installation et l'amélioration de services d'alimentation en eau potable et d'évacuation des eaux usées dans les réserves. Également, dans le cadre du Plan vert, Santé et Bien-être social Canada accordera 25 millions de dollars pour la surveillance de la qualité de l'eau et la formation en techniques d'épuration des eaux dans les réserves.

Le gouvernement fédéral pourra maintenant accélérer la prestation de services sûrs d'alimentation en eau potable et d'évacuation des eaux usées de façon à régler les problèmes de santé et de sécurité, quand l'ancien gouvernement libéral ne l'a jamais fait.

[Traduction]

## L'ENVIRONNEMENT

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles—du—Golfe): Dans son Plan vert, monsieur le Président, le gouvernement a prévu 10 millions de dollars pour des études reliées à onze points chauds de l'Atlantique, une goutte d'eau dans la mer; 25 millions de dollars pour un centre qui effectuera d'autres études, des consultations avec l'industrie et ainsi de suite dans la région des Grands Lacs;